

Centre collaborateur OMS du Québec
pour la promotion de la sécurité
et la prévention des traumatismes

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2016-2018



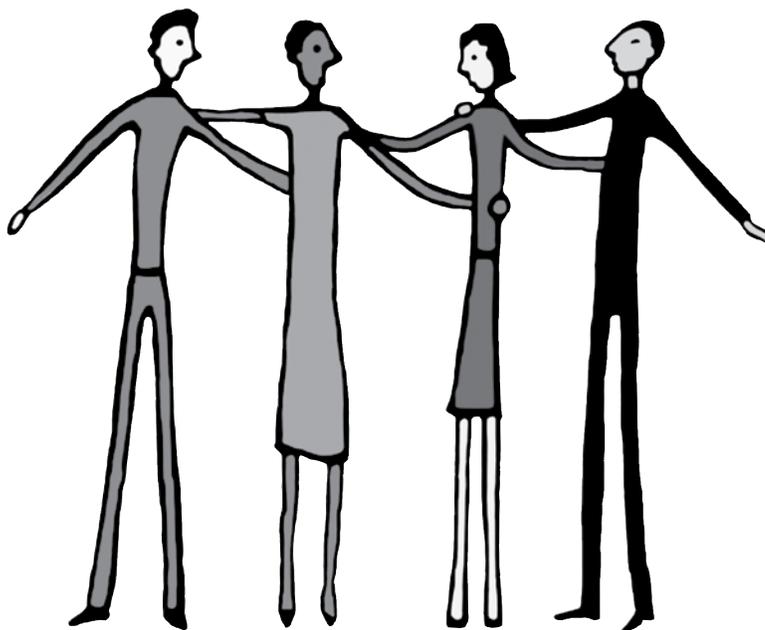
Organisation mondiale de la santé
World Health Organization

Québec 

Centre collaborateur OMS du Québec pour la promotion de la sécurité et la prévention des traumatismes

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2016-2018



Organisation
mondiale de la Santé

Québec 

RÉDACTION

Guillaume Burigusa, conseiller scientifique
Unité Sécurité, prévention de la violence et des traumatismes
Direction du développement des individus et des communautés

SOUS LA COORDINATION DE

Pierre Maurice, M.D., M.B.A., FRCPC, chef d'unité scientifique
Directeur du Centre collaborateur OMS du Québec pour la promotion de la sécurité et la prévention des traumatismes
Unité Sécurité, prévention de la violence et des traumatismes
Direction du développement des individus et des communautés

POUR RENSEIGNEMENTS, COMMUNIQUER AVEC

Guillaume Burigusa
Direction du développement des individus et des communautés
Institut national de santé publique du Québec
2400, avenue d'Estimauville
Québec (Québec) G1E 7G9
Canada
Téléphone : 418 650-5115, poste 6414
Courriel : guillaume.burigusa@inspq.qc.ca

Ce document est disponible intégralement en format électronique (PDF) sur le site Web de l'Institut national de santé publique du Québec au : <http://www.inspq.qc.ca>.

Les reproductions à des fins d'étude privée ou de recherche sont autorisées en vertu de l'article 29 de la Loi sur le droit d'auteur. Toute autre utilisation doit faire l'objet d'une autorisation du gouvernement du Québec qui détient les droits exclusifs de propriété intellectuelle sur ce document. Cette autorisation peut être obtenue en formulant une demande au guichet central du Service de la gestion des droits d'auteur des Publications du Québec à l'aide d'un formulaire en ligne accessible à l'adresse suivante : <http://www.droitauteur.gouv.qc.ca/autorisation.php>, ou en écrivant un courriel à : droit.auteur@cspq.gouv.qc.ca.

Les données contenues dans le document peuvent être citées, à condition d'en mentionner la source.

Dépôt légal – 1^{er} trimestre 2019
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISSN : 1918-3372 (PDF anglais)
ISBN : 978-2-550-83594-3 (PDF anglais)
ISSN : 1918-3356 (PDF)
ISBN : 978-2-550-83592-9 (PDF)

© Gouvernement du Québec (2019)

Table des matières

Définition du concept de sécurité	1
Description du Centre collaborateur	1
Contribution attendue 1	3
Collaborer au programme d'activités de l'OMS dans le domaine de la promotion de la sécurité et la prévention des traumatismes.....	3
A Activités réalisées	3
B Publications, présentations et autres productions.....	4
Contribution attendue 2	7
Contribuer au maintien et au développement des activités du Réseau international francophone de prévention des traumatismes et de promotion de la sécurité	7
Contribution attendue 3	8
Contribuer au développement des capacités en promotion de la sécurité dans les pays francophones et les pays d'Amérique latine.....	8
Contribution attendue 4	8
Offrir un soutien technique dans le domaine de la promotion de la sécurité et la prévention des traumatismes en Afrique francophone.....	8
Contribution attendue 5	9
Commenter, valider et adapter, si nécessaire, les traductions francophones des rapports et publications de l'OMS et de l'OPS	9
Autres publications, présentations et productions	9
Perspectives d'avenir	9
Annexe 1 Membre du Centre collaborateur OMS du Québec pour la promotion de la sécurité et la prévention des traumatismes	11

Définition du concept de sécurité¹

La sécurité est un état où les dangers et les conditions pouvant provoquer des dommages d'ordre physique, psychologique ou matériel sont contrôlés de manière à préserver la santé et le bien-être des individus et de la communauté. C'est une ressource indispensable à la vie quotidienne qui permet à l'individu et à la communauté de réaliser ses aspirations.

L'atteinte d'un niveau de sécurité optimal nécessite que les individus, communautés, gouvernements et autres intervenants créent et maintiennent les conditions suivantes, et ce, quel que soit le milieu de vie considéré :

1. Un climat de cohésion et de paix sociale ainsi que d'équité protégeant les droits et libertés, tant au niveau familial, local, national qu'international.
2. La prévention et le contrôle des blessures et autres conséquences ou dommages causés par des accidents.
3. Le respect des valeurs et de l'intégrité physique, matérielle ou psychologique des personnes.
4. L'accès à des moyens efficaces de prévention, de contrôle et de réhabilitation pour assurer la présence des trois premières conditions.

Ces conditions peuvent être garanties par des actions sur :

- l'environnement (physique, social, technologique, politique et économique, organisationnel, etc.);
- les comportements.

Description du Centre collaborateur

Le Centre est formé d'un ensemble d'institutions du réseau de la santé publique du Québec sous la coordination scientifique de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) qui, de par sa mission, établit des liens avec différentes organisations, à l'échelle canadienne et internationale, de manière à favoriser la coopération et l'échange de connaissances.

Organismes partenaires

- Direction générale de la santé publique du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec.
- Institut national de santé publique du Québec.
- Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent/Direction de santé publique.
- Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre/Direction de santé publique.
- Centre intégré universitaire de santé et de service sociaux du Centre-Sud-de-l'Île de Montréal/Direction de santé publique.
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale nationale/Direction de santé publique.

Directeur

- Pierre Maurice, chef d'unité scientifique, Sécurité, prévention de la violence et des traumatismes, Direction du développement des individus et des communautés, Institut national de santé publique du Québec.

Coordonnateur

- Guillaume Burigusa, conseiller scientifique, Sécurité, prévention de la violence et des traumatismes, Direction du développement des individus et des communautés, Institut national de santé publique du Québec.

¹ Source : Centre collaborateur OMS du Québec pour la promotion de la sécurité et la prévention des traumatismes, WHO Collaborating Centre on Community Safety Promotion, Karolinska Institutet, Organisation mondiale de la Santé, *Sécurité et promotion de la sécurité : aspects conceptuels et opérationnels*, Québec, octobre 1998.

Comité de direction

- André Lizotte, Développement, adaptation et intégration sociale, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec.
- Julie Laforest, conseillère scientifique, Sécurité, prévention de la violence et des traumatismes, Direction du développement des individus et des communautés, Institut national de santé publique du Québec.
- Michel Lavoie, médecin-conseil, Sécurité dans les milieux de vie, Direction de santé publique de la Capitale-Nationale.
- Sylvain Leduc, directeur, Direction de santé publique du Bas-Saint-Laurent.
- Pierre Maurice, chef d'unité scientifique, Sécurité, prévention de la violence et des traumatismes, Direction du développement des individus et des communautés, Institut national de santé publique du Québec.
- Patrick Morency, responsable du programme de prévention des traumatismes, Direction de santé publique de Montréal.
- Martine Pageau, directrice, Promotion de saines habitudes de vie, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec.
- Pierre Patry, Prévention des maladies chroniques et des traumatismes, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec.
- Gabrielle Manseau, professionnelle de recherche, Direction de santé publique de la Montérégie.
- Danielle St-Laurent, directrice scientifique, VPAS – Bureau d'information et d'études en santé des populations, Institut national de santé publique du Québec.
- Hélène Valentini, coordonnatrice à la collaboration internationale, Institut national de santé publique du Québec.

NOTE AU LECTEUR



Pour satisfaire les exigences de gestion et de suivi de l'OMS/OPS, un rapport électronique est soumis annuellement. Le présent rapport d'activités complète l'information soumise par voie électronique puisqu'il décrit les activités plus en détail et fait état des publications et présentations faites au courant de l'année. Depuis 2014, suite à une décision du Comité directeur du Centre collaborateur, le rapport d'activités est publié aux deux ans. Ce document fait uniquement référence aux activités en lien avec le mandat reçu de l'OMS/OPS. Pour connaître les autres activités des organismes constituant le Centre, veuillez communiquer avec M. Guillaume Burigusa à l'adresse suivante : guillaume.burigusa@inspq.qc.ca. D'autres informations peuvent être obtenues en consultant la section suivante du site web de l'INSPQ : <https://www.inspq.qc.ca/securite-prevention-de-la-violence-et-des-traumatismes>.

Mission

Contribuer sur la scène internationale à la recherche, au développement et à la diffusion d'approches intersectorielles pour promouvoir la sécurité et prévenir la violence et les traumatismes non intentionnels.

Mandat 2014-2018

- Collaborer aux activités de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS).
- Répondre à des besoins de la communauté internationale.
- Soutenir le Réseau francophone international de prévention des traumatismes et de promotion de la sécurité.

Contributions attendues

1. Collaborer au programme d'activités de l'OMS dans le domaine de la promotion de la sécurité et la prévention des traumatismes.
2. Contribuer au maintien et au développement du Réseau francophone international de prévention des traumatismes et de promotion de la sécurité.
3. Contribuer au développement des capacités en promotion de la sécurité dans les pays francophones et les pays d'Amérique latine.
4. Offrir un soutien technique dans le domaine de la promotion de la sécurité et la prévention des traumatismes en Afrique francophone et les pays d'Amérique latine au besoin.
5. Commenter, valider et adapter, si nécessaire, les traductions francophones des rapports et publications de l'OMS/OPS.

Contribution attendue 1

Collaborer au programme d'activités de l'OMS dans le domaine de la promotion de la sécurité et la prévention des traumatismes

A ACTIVITÉS RÉALISÉES

Réunions des centres collaborateurs OMS

Participer aux réunions annuelles du réseau des centres collaborateurs OMS en prévention de la violence et des traumatismes :

- Participation à la rencontre des directeurs des centres collaborateurs OMS en prévention des traumatismes et de la violence en avril 2018 au siège social de l'OMS, à Genève (Guillaume Burigusa : guillaume.burigusa@inspq.qc.ca).

Prévention de la violence

Continuer les efforts de diffusion et de mise en application du *Rapport mondial sur la prévention de la violence* :

- Production d'un rapport québécois sur la violence et la santé.

Le rapport québécois sur la violence et la santé a été finalisé et diffusé en mars 2018. Ce rapport comporte onze chapitres qui ont été rédigés par un collectif d'auteurs. Débutant par un chapitre plaidant en faveur d'une perspective intégrée en prévention de la violence, le rapport comporte dix autres chapitres thématiques portant sur la violence et la maltraitance envers les enfants, les agressions sexuelles, la violence dans les relations amoureuses des jeunes, la violence conjugale, la maltraitance envers les personnes âgées, la violence en milieu scolaire et les défis de l'éducation à la socialisation, la violence envers les athlètes dans un contexte sportif, la violence en milieu de travail, la violence vécue en milieu autochtone et enfin la violence auto-infligée (Julie Laforest : julie.laforest@inspq.qc.ca).

- Élaboration du rapport du directeur national de santé publique sur la violence et la santé.

À la demande du ministère de la Santé et des Services sociaux, l'équipe en prévention de la violence de l'INSPQ a contribué à la production du

rapport 2018 du Directeur national de santé publique qui portait sur la violence et la santé. La production de ce rapport visait à présenter un portrait de la violence vécue au Québec, et ce, peu importe le type de violence, le stade de la vie, que la violence se produise au sein de la famille, du couple ou dans des milieux de vie spécifiques. Ultimement, ce rapport permettra de sensibiliser les différents publics cibles au problème de la violence au Québec, d'illustrer qu'il est possible de la prévenir et d'informer sur les moyens à déployer pour ce faire. Par ailleurs, la production de ce rapport permettra de positionner la violence comme un enjeu de santé publique et d'interpeller le réseau et les partenaires intersectoriels sur les actions à mettre en place pour la prévenir. (Julie Laforest : julie.laforest@inspq.qc.ca).

- Organisation d'une journée thématique lors des journées annuelles de santé publique (JASP), intitulée "Des leviers pour prévenir la violence et ses répercussions".

Dans le cadre des JASP de 2016, une journée ayant pour thème « Des leviers pour prévenir la violence et ses répercussions » a été organisée. Elle visait de permettre aux participants d'intégrer la prévention de la violence dans leurs pratiques. Elle s'adressait donc autant aux gestionnaires et professionnels des centres intégrés de santé et de services sociaux et des centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux, non seulement des équipes en santé publique, mais aussi des programmes jeunesse, santé mentale et dépendance, personnes âgées et services sociaux généraux. Elle s'adressait également aux intervenants des organismes communautaires et d'autres secteurs interpellés par la prévention de la violence. L'activité a eu lieu le 21 novembre 2016 à Montréal (Julie Laforest : julie.laforest@inspq.qc.ca).

Sécurité routière

Continuer les efforts de diffusion et de mise en application du *Rapport mondial sur les traumatismes dus aux accidents de la circulation* :

- Participation aux travaux de la Table québécoise de la sécurité routière (TQSR).

Les travaux de la Table ont été suspendus à l'automne 2015. Ils devraient reprendre après une

large consultation publique sur les enjeux de la sécurité routière à travers toute la province du Québec en 2017. La consultation a effectivement eu lieu en février 2017. Des membres du Centre collaborateur y ont participé en soumettant un mémoire. Par ailleurs, une page a été créée sur le site web de l'INSPQ afin de mettre les données en rapport avec la sécurité routière à la disposition des directions de santé publique régionales qui souhaitent produire un mémoire.

- Activités de transfert de connaissance sur les progrès réalisés au Québec en matière de sécurité routière.

En avril 2017, le National Council of Health Secretaries (CONASS) du Brésil a organisé un séminaire international sur la sécurité routière à Brasilia. Un membre de notre Centre Collaborateur y a présenté une conférence intitulée « Prévention des accidents et gouvernance de la sécurité routière au Québec » (Étienne Blais : etienne.blais@inspq.qc.ca).

En mars 2017, notre centre collaborateur a contribué à la préparation d'une téléconférence présentée par le Président directeur général de l'Institut national d'excellence en santé et services sociaux du Québec sur l'invitation de l'Institut d'hygiène et de médecine tropicale de Lisbonne (Portugal). La téléconférence portait sur les progrès réalisés au Québec en matière de sécurité routière au cours de la dernière décennie et sur les principaux facteurs contributifs. (Pierre Maurice : pierre.maurice@inspq.qc.ca).

Traumatismes chez les enfants et les jeunes

Continuer les efforts de diffusion et de mise en application du *Rapport mondial sur la prévention des traumatismes chez l'enfant*.

- Participation à la création d'un Réseau de Centres d'Excellence pour la prévention des traumatismes chez les enfants et les adolescents.

En juillet 2016, notre centre collaborateur a été invité à collaborer au processus de planification d'un Réseau de centres d'excellence (RCE) en prévention des blessures chez les enfants et les adolescents au Canada, axé à la fois sur la violence et les blessures non intentionnelles. La demande de subvention des RCE était prévue en 2018 et notre centre a participé à une réunion préparatoire qui s'est tenue à Toronto

(Ontario) en octobre 2017. L'objectif de la rencontre était développer une vision commune concernant le RCE, de préciser son mandat et définir des axes de recherche prioritaires. Cette rencontre a réuni des parties prenantes dans les domaines de la santé publique, des sciences sociales, des sciences humaines et de l'ingénierie et a impliqué des chercheurs et des utilisateurs de connaissances (Pierre Maurice : pierre.maurice@inspq.qc.ca).

B PUBLICATIONS, PRÉSENTATIONS ET AUTRES PRODUCTIONS

Violence

Blais, É., et Poirier, B. (à paraître). Les évaluations de l'efficacité des interventions policières : résultats des synthèses systématiques. Dans Maurice Cusson, Olivier Ribaud, Étienne Blais et Michel M. Renaud (Dir.) Nouveau traité de sécurité intérieure. Hurtubise et Septentrion.

Blais, É., Manning, M., Fleming, C., Ambrey, C., et Reeves-Latour, M. (soumis). The Effect of Canadian Gun Control Laws on Law Enforcement indicators, Firearms Availability and Homicides. Evaluation Review.

Blais, É., Landry, M., Carrier, S., Chapdelaine, A., et Choinière-Tran, K. (2018). Les interventions policières auprès des personnes en situation de crise. Présentation faite dans le cadre des conférences midi du CICC, Montréal le 21 mars 2018.

Blais, É. (2018). Les interventions policières auprès des personnes en situation de crise. Présentation. Présentation faite à l'École des sciences criminelles de l'Université de Lausanne. Lausanne le 8 mars 2018.

Blais, É., et Roy, L. (2017). La perspective des scripts appliquée aux interventions policières auprès des personnes en état mental perturbé. Présentation faite dans le cadre du 85e congrès de l'ACFAS, Montréal, le 10 mai 2017.

Flores, J., Laforest, J. et K. Joubert (2016). « La violence vécue par les Québécois avant l'âge de 16 ans et la santé à l'âge adulte : quels sont les liens? », Conférence midi, ministère de la Santé et des Services sociaux, Québec, 4 mai 2016.

Laforest, J., Lepage, H., Maurice, P. et S. Tchameni Ngamo (2018). La prévention de la violence au Québec. Une responsabilité individuelle et collective. Rapport du directeur national de santé publique 2018.

Laforest, J., Roberge, M-C. et M. Chapados (2018). Vers un nouveau Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale : réflexions de santé publique - Mémoire déposé au Secrétariat à la condition féminine, Québec : Institut national de santé publique du Québec.

Laforest, J. et P. Maurice (2017). « Agir sur les déterminants sociaux de la santé pour réduire la violence conjugale et des problématiques connexes », Congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS), Montréal, 9 mai 2017.

Laforest, J. et K. Baril (2017). « La Trousse média sur les agressions sexuelles : un outil pour soutenir les professionnels des médias dans la couverture journalistique des agressions sexuelles », Congrès international francophone sur les agressions sexuelles (CIFAS), Montréal, 2 juin 2017.

Laforest, J. (2017). « Traitement médiatique de la violence conjugale, des homicides familiaux et des agressions sexuelles », Université d'été Trajetvi, Les violences conjugales et les violences faites aux femmes, Montréal, 23 août 2017.

Landry, M., Blais, É., Chapedelaine, A., Choinière-Tran, K., et S. Carrier. (2018). Évaluation de l'implantation et des effets de l'EMIP sur le territoire de Sherbrooke lors d'interventions en situation de crise. Présentation faite aux policiers et travailleurs sociaux de l'Équipe mobile d'intervention psychosociale. Quartier général du Service de police de la ville de Sherbrooke, 22 janvier 2018.

Landry, M., Blais, É., Chapedelaine, A., et K. Choinière-Tran. (2017). Évaluation de l'implantation et des effets de l'EMIP sur le territoire de Sherbrooke lors d'interventions en situation de crise. Présentation faite aux gestionnaires. IUPLSSS. Sherbrooke, 20 décembre 2017.

Landry, M., Blais, É., Elazhary, N., Carrier, S., Bouchard, J., et A-M. Savard. (2017). Évaluation de l'implantation et de l'effet de l'intégration d'un intervenant psychosocial aux équipes ambulancières et policières sur le territoire de Sherbrooke lors de l'intervention en situation de crise. Présentation faite dans le cadre du 85e congrès de l'ACFAS, Montréal, le 10 mai 2017.

Lavoie, M., Maurice, P., Blais, É., Laforest, J. et G. Lapointe (2016). Projet de loi no 64 : Loi sur l'immatriculation des armes à feu - Mémoire déposé à la Commission des institutions, Québec : Institut national de santé publique du Québec.

Lavoie, M., Maurice, P., Blais, É., Laforest, J., et G. Lapointe. (2017). Bill 64 : Firearms Registration. Institut national de santé publique du Québec. Act. 2nd Edition. 38 p.

Lavoie M, Blais, É et P. Maurice (2016). Contrôle des armes à feu au Québec : Contribution du réseau de santé publique. Conférence prononcée à l'Université Laval. Institut nationale de santé publique du Québec. Direction des individus et des communautés. 14 décembre 2016.

Lévesque, P., Gagné, M., Pelletier, É., et P-A. Perron. (2018). La mortalité par suicide au Québec : 1981 à 2015 – Mise à jour 2018. Québec, Bureau d'information et d'études en santé des populations, Institut national de santé publique du Québec. 23 pages.

Lévesque, P. Mise à jour de la mortalité par suicide au Québec de 1981 à 2015. Présentation faite à l'Association québécoise de prévention du suicide dans le cadre de la semaine de la prévention du suicide en février 2018.

Poirier, B., Blais, É., et L. Carnis. (à paraître). Dissuasion et réflexions autour de l'effet de la sanction sur le crime. Dans Maurice Cusson, Olivier Ribaud, Étienne Blais et Michel M. Renaud (Dir.) Nouveau traité de sécurité intérieure. Hurtubise et Septentrion.

Poirier, B., Blais, É., et C. Faubert. (2017). Dissuasion conditionnelle, programme d'accès graduel à la conduite et infractions routières. Criminologie, 50 : 227-253.

Sasseville, N., Laforest, J. et R. Pilote (2017). Prévention en matière de violence conjugale et d'agression sexuelle : besoins des répondantes du réseau de la santé et des services sociaux, Québec : Institut national de santé publique du Québec.

Sécurité routière

Blais, É., Roy, S., Leclerc, B., et B. Poirier. (soumis). A script analysis of fatal crashes involving young drivers and implications for situational prevention. *Safety Science*.

Blais, É., et P. MAURICE. (accepté). Prévention des accidents et gouvernance de la sécurité routière au Québec. *Revue internationale de criminologie, police technique et scientifique*.

Blais, É. (2017). Les radars photographiques : théories, résultats et pistes de recherche. Webinaire # 2 du Réseau francophone international en prévention des traumatismes et promotion de la sécurité (Centre collaborateur OMS du Québec pour la promotion de la sécurité et prévention des traumatismes). Montréal, le 25 octobre 2017.

Blais, É., Couture, M-A., Boivin, R., et B. Poirier. (2017). Pouvoir discrétionnaire, infractions routières et interventions policières. *Criminologie*, 50 : 255-277.

Blais, É., Sergerie, D., et P., Maurice. (2018). Avis scientifique sur les effets de l'antidémarrreur éthylométrique sur la conduite avec les facultés affaiblies par l'alcool et recommandations. Québec QC : Institut national de santé publique du Québec.

Cândido, R-L., Morency, P., Kestens, Y., Plante, C., Goudreau, S., Fournier, M., et T. Martin. Saillies de trottoir et dos d'âne à Montréal : effets sur le nombre de blessés aux intersections. 52^e congrès de l'AQTR, Montréal, 3 au 5 avril 2017

Carnis, L., et É. Blais. (à paraître). Opérations policières en sécurité routière : les conditions de leur succès. Dans Maurice Cusson, Olivier Ribaud, Étienne Blais et Michel M. Renaud (Dir.) *Nouveau traité de sécurité intérieure*. Hurtubise et Septentrion.

Lavoie, M., Maurice, P. (2018) La sécurité des cyclistes : importance du casque de vélo et pertinence d'une loi le rendant obligatoire en considérant l'ensemble des mesures de prévention, Webinaire organisé sous l'égide de la FMSQ. Institut national de santé publique du Québec, Québec, Février.

Lavoie, M., Blais, É., Robitaille, É., et M. Chapados. (2018). Projet de loi no 165, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions. Mémoire déposé à la Commission des transports et de l'environnement. Québec.

Lavoie, M., Gagnon, F., Blais, É., Robitaille, É., et M. Chapados. (2017). Sécurité routière et santé publique : des gains encore possibles. Mémoire déposé à la Société de l'assurance automobile du Québec dans le cadre de la consultation publique intitulé « La sécurité routière, ça nous concerne tous! ».

Lavoie, M., Blais, É., Robitaille, É., Chapados, M., et P., Maurice. (2018). Projet de loi n° 165, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions Mémoire déposé à la Commission des transports et de l'environnement, Institut national de santé publique du Québec, 28 p., Février

Lavoie, M., Gagnon, F., Blais, É., Robitaille, É., et M., Chapados.(2017). Des gains encore possibles en sécurité routière : perspective de santé publique. Mémoire déposé à la Société de l'Assurance Automobile du Québec dans le cadre de la consultation publique sur la sécurité routière. Institut National de santé publique du Québec. Mars 2017. 54 p.

Lévesque, P., Lavoie, M., Pigeon, É., Burigusa, G., Blais, É., et P. Maurice. (2018). La sécurité des cyclistes : importance du casque de vélo et pertinence de le rendre obligatoire au Québec. Direction du développement des individus et des communautés. Institut national de santé publique du Québec.

Morency, P., Strauss, J., Pépin, F., Tessier, F., et J. Grondines. (2018). Traveling by Bus Instead of Car on Urban Major Roads: Safety Benefits for Vehicle Occupants, Pedestrians and Cyclists. *Journal of Urban Health*. J Urban Health. 2018 Apr;95(2):196-207. doi: 10.1007/s11524-017-0222-6.

Morency, P., Tessier, F., Perron, S., Goudreau, S., Plante, C., Tétreault, L-F., et S. Tessier. Sécurité et véhicules lourds : Vision zéro et approche environnementale. Présentation de la Direction régionale de santé publique dans le cadre de la consultation publique sur la cohabitation sécuritaire et les véhicules lourds en milieu urbain. Direction régionale de santé publique de Montréal. 19 avril 2017.

Morency, P., Tessier, F., Drouin, M., Duclos, V., Goudreau, S., Perron, S., Plante, C., Tessier, S., et L-F. Tétrault. (2017). Vers l'amélioration de la sécurité routière pour tous. Mémoire de la Direction régionale de santé publique de Montréal dans le cadre de la consultation publique « La sécurité routière : ça nous concerne tous! ». Direction de santé publique de Montréal. 27 février 2017. 39 p.

Morency, P., Pépin, F., Tessier, F., Strauss, J., Morency, C., Plante, C., et J. Grondines. Traveling by Bus Instead of Car on Urban Major Roads: Safety Benefits for Vehicle Occupants, Pedestrians and Cyclists. Transportation Research Board 2017 annual meeting. Washington (États-Unis), January 10, 2017.

Morency, P., Smargiassi, A., Morency, C., Eluru, N., et M. Hatzopoulou. Villes et transports : Scénarios pour améliorer la santé publique. Affiche. 52e congrès de l'AQTR, Montréal, 3 au 5 avril 2017

Tessier, F., Morency, P., Garay, A., Goudreau, S., et C. Plantek. (2017). Piétons, cyclistes et automobilistes blessés par un véhicule lourd sur l'île de Montréal (2003 - 2012). The safety Network / Le Réseau-Sécurité, 2017;4 : 12-13.

Poirier, B., Blais, E, et C. Faubert. (2018). Graduated Driver Licensing and Differential Deterrence: the Effect of License type on Intentions to Violate Road Rules. Accident Analysis and Prevention, 110: 62-70.

Strauss, J., Morency, P., et C. Morency. The Safety Benefits of a Lane Reduction and Modal Shift towards City Buses: A Corridor Level Analysis in Montreal (Canada). Transportation Research Board 2018 annual meeting. Washington (États-Unis), January 7-11, 2018.

Strauss, J., Morency, P., Morency, C., Tessier, F., Goudreau, S., Bourbonnais, P-L., et J-S. Bourdeau. Les transports collectifs et les voies réservées ... améliorent-ils la sécurité des montréalais ? 52e congrès de l'AQTR, Montréal, 3 au 5 avril 2017 (No. 14-2875).

Contribution attendue 2

Contribuer au maintien et au développement des activités du Réseau international francophone de prévention des traumatismes et de promotion de la sécurité

Activités réalisées

- Participer à l'organisation et à la tenue des séminaires du Réseau international francophone de prévention des traumatismes et de promotion de la sécurité.

En accord avec la décision prise par les membres du Réseau et le comité directeur du Centre collaborateur de mener ces activités à travers la tenue de webinaires, trois webinaires ont été organisés par le Centre collaborateur, le premier en novembre 2016, le deuxième en novembre 2017 et le troisième en avril 2018. Outre des participants provenant de différents pays francophones hors Québec, ces webinaires ont su également rejoindre bon nombre de participants (chercheurs et intervenants) québécois.

Le premier webinaire était intitulé « Rapprochement entre la prévention de la violence et la prévention des traumatismes non intentionnel ». Au cours du webinaire, le conférencier a d'abord exposé un ensemble d'arguments qui militent en faveur d'une plus grande collaboration entre les réseaux de prévention de la violence et ceux de la prévention des traumatismes, entre autres, une frontière souvent difficile à tracer entre les deux problématiques, des facteurs de risque communs, des conséquences similaires sur les populations exposées et enfin des mesures de contrôle et de prévention ayant un impact sur les deux problématiques à la fois. Par la suite, le conférencier a proposé un cadre de référence intégrateur qui pourrait faciliter cette collaboration, soit la promotion de la sécurité.

Le deuxième webinaire portait sur les radars photographiques et avait pour titre « Les radars photographiques : théories, résultats et pistes de recherche ». S'inspirant des travaux menés dans plusieurs pays francophones, la communication

visait trois objectifs. Premièrement, elle présentait les bases théoriques sous-jacentes au fonctionnement et à l'efficacité des radars. Deuxièmement, il était question des principaux effets des programmes sur les vitesses pratiquées et les collisions. Enfin, la communication se terminait par une réflexion sur les enjeux liés à l'implantation des programmes de contrôle automatisé de la vitesse et les pistes de recherche.

Le troisième webinaire était intitulé « La prévention des agressions sexuelles dans une perspective de santé publique ». Il avait pour but de présenter un état des connaissances et des recommandations actuelles concernant la prévention des agressions sexuelles selon une approche de santé publique, tout en faisant des liens avec la situation au Québec. Ce webinaire constituait également une occasion de soulever les défis et les enjeux relatifs à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de stratégies de prévention dans une perspective de santé publique.

- Organisation et participation à un module de formation avancée en prévention de la violence de la 14^e Université d'été francophone en santé publique de Besançon, France, du 2 au 7 juillet 2017.

Certains membres du Centre collaborateur ont contribué à organiser cette formation et ont agi à titre de formateurs. Le module était intitulé « Les violences sexuelles et intrafamiliales : reconnaître leurs conséquences sur la santé, savoir comment les prévenir et les détecter ». Les objectifs étaient de faire connaître aux participants les définitions des violences sexuelles et intrafamiliales, et de leur permettre : d'appréhender l'ampleur de ces problèmes au niveau national et international ; de reconnaître leurs conséquences immédiates et à long terme sur la santé physique et l'état de santé mentale; de comprendre les types de violences sexuelles et intrafamiliales ; et reconnaître les liens entre eux (Julie Laforest : julie.laforest@inspq.qc.ca).

Contribution attendue 3

Contribuer au développement des capacités en promotion de la sécurité dans les pays francophones et les pays d'Amérique latine

Activités réalisées

- Relancer les pourparlers avec les responsables de l'Université de Dakar afin d'explorer la possibilité d'offrir une formation d'une semaine en prévention des traumatismes et promotion de la sécurité.

Malgré le fait que des contacts aient effectivement été établis avec les responsables de l'Université de Dakar, la formation d'une semaine n'a pu être organisée en raison des restrictions des déplacements hors Québec dues au contexte budgétaire difficile.

Contribution attendue 4

Offrir un soutien technique dans le domaine de la promotion de la sécurité et la prévention des traumatismes en Afrique francophone

Activités réalisées

- Continuer à soutenir l'Association congolaise de santé publique et communautaire (ACSPC) dans le cadre de son initiative d'amélioration de la sécurité routière dans le pays.

En avril 2018, une demande de relecture de documents sur la sécurité routière nous a été acheminée par le responsable de l'Association congolaise de santé publique et communautaire. Le premier est un document sur le projet de prévention des traumatismes de la route en République du Congo visant à réduire le nombre de morts et de blessés imputables à des accidents de la route à Brazzaville et à Pointe-Noire. Le deuxième document est une déclaration de position de l'Association congolaise de santé publique et communautaire intitulée « Les accidents de la route : un problème de santé publique majeur en République du Congo » (Pierre Maurice : pierre.maurice@inspq.qc.ca).

- Continuer à soutenir le ministère de la santé et l'association nationale de sécurité routière du Mali, le soutien ayant été interrompu durant la crise politique qu'a connue le pays.

Compte tenu de la situation politique et sécuritaire au Mali, il n'a pas été possible de continuer notre soutien.

- Création d'un site web dédié à la prévention des traumatismes et de la violence ainsi qu'à la promotion de la sécurité.

Le contenu du site a été rendu disponible au public francophone en juin 2016. Durant l'année 2017, le site a reçu plus de 60 milles visites, dont près de 5 milles en provenance de pays d'Afrique francophone (Maroc, Tunisie, Algérie, Côte-d'Ivoire, République démocratique du Congo, Cameroun, etc.). Par ailleurs, en janvier 2017, une page a été créée sur le site afin d'aider les organisations qui souhaitaient produire un mémoire durant la période de consultation sur la sécurité routière organisée par la Société de l'assurance automobile du Québec (Dominique Gagné : dominique.gagné@inspq.qc.ca).

Contribution attendue 5

Commenter, valider et adapter, si nécessaire, les traductions francophones des rapports et publications de l'OMS et de l'OPS

Activités réalisées

Aucune demande n'a été faite par l'OMS ou l'OPS en 2016-2017 au regard de cette contribution.

Autres publications, présentations et productions

Blessures dans les activités récréatives et sportives

Groupe de travail sur les traumatismes subis dans des parcs de trampolines au Québec. Rapport sur les traumatismes subis dans des parcs de trampolines au Québec. Ministère de la santé et des Services sociaux. Août 2016. 63 pages.

Environnement bâti et santé

Cardinal, L., Duplain, M., Hypolithe S-R., Jodoin, S., Lavoie, M., et S. Roy. (2017). Mémoire sur la mobilité durable et la santé déposé dans le cadre de la consultation de la Ville de Québec sur la mobilité durable. Direction régionale de santé publique; Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale. 41 p.

Direction régionale de santé publique de Montréal. (2017). Recommandations sur la politique de mobilité durable. Soumis au Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports dans le cadre de la consultation sur la politique de mobilité durable. 6p.

Robitaille, É., Lavoie, M., Lapointe, G., Chaussé, K, et autres (2017). Politique de mobilité durable : perspectives de santé publique. Mémoire déposé dans le cadre de la consultation publique en vue de l'adoption d'une politique de mobilité durable. Institut national de santé publique du Québec, 37p.

Violence et traumatismes non intentionnels en général

Deslauriers-Varin, N., et É. Blais. (à paraître). La prévention situationnelle. Dans Maurice Cusson, Olivier Ribaud, Étienne Blais et Michel M. Renaud (Dir.) Nouveau traité de sécurité intérieure. Hurtubise et Septentrion.

Bouchard, Louise Marie, Élise Chartrand, Pierre-André Dubé, Dominique Gagné, Mathieu Gagné, Gilles Légaré, Pierre Maurice, Anne-Claire Panneton (2016), Avis sur la prévention des intoxications volontaires par médicaments accessibles sans ordonnance, Institut national de santé publique du Québec, 33 pages et annexes.

Perspectives d'avenir

Ce rapport est le dernier qui couvre les engagements du plan d'action 2014-2018 du Centre collaborateur OMS du Québec pour la promotion de la sécurité et la prévention des traumatismes. En vertu de ces engagements, la relance des activités du Réseau francophone international de prévention des traumatismes et de promotion de la sécurité était l'une des priorités. Le moyen qui a été retenu par les

membres du réseau suite à une proposition du comité directeur du Centre collaborateur était d'organiser des webinaires compte tenu des contraintes budgétaires qui limitent les déplacements de plusieurs membres du réseau. Durant la période de mai 2016 à avril 2018, trois webinaires ont été réalisés. Outre des participants provenant de différents pays francophones hors Québec, ces webinaires ont su également rejoindre bon nombre de participants (chercheurs et intervenants) québécois.

De février à avril 2018, plusieurs échanges ont eu lieu entre le Centre Collaborateur et l'OMS afin d'établir un nouveau plan de travail pour 2018-2022. Tel que décrit dans la section qui suit, le nouveau plan de travail se distingue des précédents car il met l'emphase sur les collaborations entre le Centre collaborateur et les pays à faible et moyen revenu, en matière de développement des connaissances, de transfert des connaissances et de renforcement des capacités.

En mai 2018, le Centre a reçu la confirmation officielle de sa désignation en tant que centre collaborateur OMS pour les quatre prochaines années. Le Centre et l'OMS/OPS se sont mis d'accord pour orienter les activités autour des contributions suivantes :

1. Mener des activités de recherche sur la prévention des traumatismes routiers dans des pays à moyen et à faible revenu.
2. Mener des activités de recherche sur la prévention de la violence dans des pays à moyen et à faible revenu.
3. Aider à l'identification des utilisateurs de la trousse INSPIRE pour la prévention de la violence (francophones et non-francophones) et collaborer avec l'OMS et d'autres partenaires pour promouvoir l'adoption et l'utilisation de cette trousse par ces utilisateurs.
4. Promouvoir l'adoption et l'utilisation de la trousse à outils intitulée « Road Safety Mass Media Campaigns : A Toolkit » dans au moins deux pays et recueillir du *feedback* de la part des utilisateurs.
5. Donner du *feedback* sur le document du programme de mentorat institutionnel (TWIN-VIP) développé par l'OMS et offrir du support pour l'implantation de ce programme dans le cadre d'un projet pilote.

6. Agir en tant qu'institution habilitante d'au moins une institution bénéficiaire au sein du programme TWIN-VIP (mentorat institutionnel) et mener des activités de formation adaptées aux besoins de l'institution bénéficiaire.

Durant les deux prochaines années (période de mai 2018 à avril 2020), le Centre Collaborateur débutera la mise en œuvre du plan d'action établi. Au moment de rédiger le rapport, des discussions sont en cours avec l'OPS et divers acteurs Haïtiens pour développer une collaboration en matière de sécurité routière. Cette collaboration vise notamment le développement d'activités de recherche en sécurité routière à court et moyen terme. De plus, le Centre Collaborateur poursuivra la diffusion des recommandations de l'OMS eu égard à la sécurité routière par le biais des leviers locaux notamment la participation aux travaux de la Table québécoise de sécurité routière lorsque ses activités reprendront et aussi en profitant de toutes les opportunités comme ce fut le cas lorsque nous avons été invités à présenter la position de l'OMS sur les distractions au volant lors des 27^e Entretiens du Centre Jacques Cartier. Enfin, le Centre Collaborateur poursuivra également la diffusion des recommandations de l'OMS eu égard à la prévention de la violence par le biais des activités de transfert des connaissances en lien avec le rapport québécois sur la violence et la santé.

Aspects financiers

Selon l'entente établie, le plan d'action du Centre collaborateur ne comporte aucun engagement financier de la part du Centre et de l'OMS. L'essentiel des activités décrites dans ce rapport a été réalisé grâce aux contributions en ressources humaines ou financières des organismes participant au Centre et des différents autres organismes et ministères mentionnés dans ce rapport.

Annexe 1 Membres du Centre collaborateur OMS du Québec pour la promotion de la sécurité et la prévention des traumatismes

La Direction générale de la santé publique (DGSP) du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec

À l'instar des autres directions du ministère, la Direction générale de la santé publique soutient le ministre dans l'établissement des politiques et programmes de santé et de services sociaux et voit à leur mise en œuvre et à leur application par les agences de la santé et des services sociaux de même qu'à leur évaluation. Elle assure la coordination du programme national de santé publique et prend les mesures propres à assurer la protection de la santé publique.

La Direction générale de la santé publique a notamment pour mission d'analyser et de connaître l'état de santé de la population, d'identifier les problèmes de santé prioritaires et les groupes les plus vulnérables, d'agir sur les déterminants de la santé et du bien-être en intervenant auprès de la population et au niveau des systèmes qui la régissent dans le but de prévenir les problèmes sociaux et de santé ainsi que de promouvoir l'état de santé de la population.

Son action vise spécifiquement à réduire la mortalité due aux maladies et aux traumatismes ainsi que la morbidité, les incapacités et les handicaps. La promotion de la sécurité et la prévention des traumatismes intentionnels et non intentionnels constituent un des thèmes d'intervention prioritaire de la direction.

L'Institut national de santé publique du Québec

En vertu de sa loi constitutive, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) créé en juin 1998 a comme mission de soutenir le ministre de la Santé et des Services sociaux et les agences de la santé et des services sociaux dans l'exercice de leur mission de santé publique. Il doit consolider et développer l'expertise en santé publique et la mettre au service de l'ensemble de la population du Québec. Pour ce faire, il doit contribuer au développement, à la diffusion et à l'application de nouvelles connaissances, informer le ministre et la population, des problèmes de santé prioritaires et des moyens pour les combattre ainsi que contribuer avec les universités à la formation en santé publique. Par ailleurs, en raison de la volonté du Québec d'échanger avec les autres nations sur les expériences et les réussites de santé publique, l'Institut doit également établir des liens avec les différentes organisations nationales et internationales.

Pour s'acquitter de cette mission, l'Institut a choisi un modèle organisationnel ouvert et décentralisé faisant appel à l'expertise de santé publique existant au Québec selon un mode de fonctionnement réseau, et ce, afin de couvrir l'ensemble des activités de recherche, de formation, de communication et de services qui devront être menées. Les ressources de ce réseau seront regroupées selon des thèmes dont l'un est le *développement, l'adaptation et la sécurité de la population*.

C'est sous ce thème que seront réalisées les activités d'expertise reliées à la prévention des traumatismes non intentionnels, de la violence, du suicide de même que celles ayant trait à la promotion de la sécurité dans les communautés.

Les directions régionales du réseau de la santé publique

Le réseau de la santé publique du Québec est formé de dix-huit directions régionales. En vertu du mandat qui lui est confié par le ministre de la Santé et des Services sociaux, le directeur régional de la santé publique du Québec est responsable dans sa région :

1. D'informer la population de l'état de santé général des individus qui la composent, des problèmes de santé prioritaires, des groupes les plus vulnérables, des principaux facteurs de risque et des interventions qu'il juge les plus efficaces, d'en suivre l'évolution et, le cas échéant, de conduire des études ou recherches nécessaires à cette fin.
2. D'identifier les situations susceptibles de mettre en danger la santé de la population et de voir à la mise en place des mesures nécessaires à sa protection.
3. D'assurer une expertise en prévention et en promotion de la santé et de conseiller l'Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale sur les services préventifs utiles à la réduction de la mortalité et de la morbidité évitable.
4. D'identifier les situations où une action intersectorielle s'impose pour prévenir les maladies, les traumatismes ou les problèmes sociaux ayant un impact sur la santé de la population et, lorsqu'il le juge approprié, de prendre les mesures nécessaires pour favoriser cette action.
5. Le directeur assume, en outre, toute autre fonction qui lui est confiée par la Loi sur la protection de la santé publique (chapitre p-35)².

C'est en conformité avec ce mandat que plusieurs directions régionales de santé publique (DRSP) du Québec ont développé des activités pour promouvoir des environnements et comportements sécuritaires et prévenir les traumatismes intentionnels et non intentionnels. Les quatre DRSP impliquées dans le Centre sont :

La Direction de la santé publique du Centre intégré de santé et services sociaux du Bas-Saint-Laurent

La Direction de la santé publique du Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent dessert une population de plus de 201 000 habitants répartis dans 117 municipalités. L'équipe régionale de santé publique comprend 42 employés répartis dans huit unités de travail. Les unités de travail concernant l'adaptation sociale et la santé physique sont impliquées dans la prévention des traumatismes non intentionnels et intentionnels. Un médecin-conseil et quatre professionnels œuvrent dans ce champ d'intervention.

La Direction de santé publique du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

La Direction de santé publique du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre dessert une population de près de 1,5 million d'habitants répartis dans 195 municipalités sur la Rive-Sud de l'île de Montréal. Elle compte environ 160 employés dont trois professionnels œuvrant à la prévention des traumatismes, de la violence et du suicide. Ce groupe voit au développement, à la promotion et au soutien à la mise en œuvre de programmes d'intervention en prévention des traumatismes routiers, à domicile, dans les sports et les loisirs et en matière de violence et de suicide sur l'ensemble des territoires de CLSC, et ce, depuis 1985.

La Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l' Île-de-Montréal.

La Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l' Île-de-Montréal dessert une population de près de 2 millions de personnes habitant l'île de Montréal. Cette direction compte environ 300 employés. Le programme de prévention des blessures non intentionnelles regroupe deux professionnels tandis que cinq autres professionnels contribuent à la prévention du suicide et de la violence dans d'autres équipes. Ceux-ci possèdent des formations variées en sciences humaines et de la santé. Les priorités retenues pour les trois prochaines années sont la sécurité des piétons, la prévention des chutes chez les adultes âgés et la réduction des traumatismes intentionnels par la promotion de la sécurité et l'aménagement urbain.

² Gouvernement du Québec, (2001). *Loi sur la santé publique*, L.R.Q., chapitre 60, Québec, Gouvernement du Québec, 42 pages.

La Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

La Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale dessert une population de plus de 725 000 habitants répartis dans 46 municipalités. Cette direction regroupe environ 200 employés faisant partie de neuf unités administratives. Parmi ces dernières, l'équipe Sécurité dans les milieux de vie a le mandat de promouvoir des environnements et des comportements sécuritaires et non violents ainsi que de réduire l'incidence et les conséquences des traumatismes intentionnels et non intentionnels. Ce service est composé de quinze professionnels formés en épidémiologie ou en santé publique, dont sept médecins de santé publique.

Le Centre collaborateur OMS du Québec pour la promotion de la sécurité et la prévention des traumatismes existe depuis 1995. Il est formé d'un ensemble d'institutions du réseau de la santé publique du Québec, soit de quatre directions régionales de santé publique (Montréal, Montérégie, Capitale-Nationale et Bas-Saint-Laurent) ainsi que de la Direction générale de la santé publique du ministère de la Santé et des Services sociaux et de l'Institut national de santé publique du Québec. C'est ce dernier, en vertu de sa mission de coopération internationale, qui assure le leadership et la coordination du Centre.

En vertu de leurs mandats respectifs, ces partenaires mènent des activités de promotion de la sécurité et de prévention des traumatismes intentionnels et non intentionnels. Ces activités couvrent un ensemble de champs d'intervention, soit la promotion de la sécurité et la prévention des traumatismes en milieu urbain, dans les transports, à domicile, dans les loisirs et les sports, de même que la prévention de la violence et du suicide.



Organisation mondiale de la santé
World Health Organization

